



WWF

BULLETIN
D'INFORMATIONS

MWIOPO

AVRIL
2012



© WWF/MWIOPO/Parkcor

Chers Collègues et Amis,

Comme nous venons de terminer le premier trimestre de cette année, j'aimerais mentionner certaines de nos réalisations au cours de l'année précédente:

Appui aux Sociétés Civiles et Communautés :

- ☑ les organisations de la société civile et aux plateformes sur le pétrole et le gaz ont été appuyées;
- ☑ les recettes liées à la pêche ont augmenté à Toliara grâce à l'adoption de pratiques plus durables;
- ☑ les Clubs Vintsy sont très actifs. Les 652 clubs actuels regroupent 50 000 membres;
- ☑ la gestion de 200 000 ha de forêts a été transférée aux populations locales. Des centaines de groupes de gestion communautaire ont été créés;
- ☑ un partenariat avec les universités allemandes a été lancé dans le Sud Ouest pour appuyer les recherches sur la gestion durable des terres;
- ☑ les activités génératrices de revenus alternatifs et des techniques agricoles améliorées sont adoptées par les communautés locales;

Gestion des Ressources Naturelles:

- ☑ le bois de rose et le bois d'ébène sont sur la liste des bois précieux de l'annexe III de la CITES et seront inscrits sur l'annexe II;
- ☑ le concept de l'Évaluation Environnementale Stratégique est promu au sein du ministère de l'Énergie et des Mines;
- ☑ la coordination entre les États littoraux a amélioré la gestion durable de la pêche thonière;
- ☑ 350 000 ha de nouvelles aires protégées ont le statut de protection temporaire;
- ☑ des paysages disposent de cartes de carbones pour appuyer les efforts REDD + nationaux;
- ☑ une proposition de texte réglementaire provisoire sur les agrocarburants a été développée;
- ☑ la Banque de Développement Africaine appuie le financement d'un plan d'irrigation dans le Sud Ouest;
- ☑ la surveillance aérienne des aires protégées a été adoptée pour mieux contrôler les incursions dans les zones protégées;
- ☑ l'appui dans la lutte contre changement climatique dans la Diana a assuré l'intégration de ce projet dans le plan de gestion régional (SRAT);
- ☑ les îles Seychelles et Maurice progressent vers l'élaboration d'un cadre de gestion commune pour les îles Mascareignes, dont Saya de Malha.

Réduction de l'Empreinte Ecologique:

- ☑ la première rencontre intersectorielle sur le plan de développement à faible émission de carbone s'est tenue;
- ☑ l'étude stratégique sur le développement des agrocarburants est achevée et un guide sur les projets sur les agrocarburants est validé;
- ☑ des partenariats ont été établis sur l'énergie éolienne et la désalinisation solaire
- ☑ 6 000 lampes LBC ont été distribuées grâce à la collaboration avec le ministère de l'Énergie, la Jirama et la Fondation Telma. C'est un projet pilote en vue d'une grande distribution;
- ☑ la coopération sur la réglementation du bois énergie est renforcée
- ☑ des cuiseurs solaires et des fourneaux améliorés sont disponibles sur les marchés afin de réduire la demande en Bois Énergie et en charbon.

Bravo à tous!

Rick Hughes

Dans cette édition:

Bois de rose: Le difficile compromis ... p.2

Programme Holistique de Conservation des Forêts ... p.3

WWF à Taolagnaro: 3 000 plants ont été mis en terre ... p.3

OIO: La gestion de la pêche thonière exige une réforme ... p.4

Lutte contre les trafics d'espèces: L'Androy se mobilise pour les tortues radiées ... p.4

Gestion durable: Bois Énergie, une filière en voie de réglementation dans le Sud Ouest ... p.5

Étude d'Impact Environnemental: Un guide pour les projets Agrocarburants est disponible ... p.5

Hautes Terres du Nord: Pour une gestion durable des écosystèmes ... p.6

Clôture de l'AIF: Discussions autour de la gestion des forêts ... p.6

Transfert de gestion: l'État renouvelle sa confiance aux Cobsa de Vondrozo ... p.7

Changement Climatique: Les principaux engagements de la COP 17 ... p.8

Earth Hour 2012: Le "Fatana Mitsity" à l'honneur ... p.9

Une année scolaire verte ... p.9

Réduire sa consommation de charbon avec un foyer économique ... p.10

Malika Virah-Sawmy: Portrait ... p.11

Takhtajania Perrieri ... p.12

Nouvelles opportunités ... p.12

Nouveaux projets ... p.13

Faites connaissance avec nos correcteurs/traducteurs ... p.13

Bois de rose: Le difficile compromis!

Un arrêté controversé

La promulgation par le Ministère de l'Environnement et des Forêts (MEF) de l'arrêté ministériel N° 741/2012 du 18 Janvier 2012, "fixant la classification et la normalisation dimensionnelle et le taux de redevances relatives à la commercialisation et à l'exportation des produits principaux des forêts" a provoqué un tollé général au sein de la communauté environnementale.

Cette dernière a fait part de sa désapprobation tout en essayant d'appuyer le Ministère à reconnaître les risques et de trouver de meilleures alternatives. Selon les explications des principaux responsables du Ministère, cet arrêté a été promulgué en vue de résoudre l'exportation des bois de palissandre et ordinaires en souffrance au port de Mahajanga (500 containers).

L'inquiétude porte ainsi sur le fait que le Ministère fait sortir un texte d'envergure globale, pouvant engendrer des impacts immaîtrisables, pour résoudre un problème très ponctuel. Effectivement, le texte peut ouvrir une voie à l'exportation des bois de toutes les catégories et sous toutes les formes, incluant donc les bois de 1ère catégorie, bois de rose, bois bruts et charbon de bois.

De plus, l'arrêté entre en contradiction avec divers textes de niveau supérieur (Ordonnance 2011/001, Décret 2010-141, Arrêté interministériel 10885/2007, etc....).

Par ailleurs, les partenaires techniques et financiers ont été surpris par le fait qu'ils n'ont pas été mis au courant de la sortie de ce texte or que le Ministre et ses collaborateurs ont invité et engagé une collaboration étroite avec toutes les parties prenantes depuis deux mois pour la mise en œuvre du plan d'actions en vue de l'assainissement du trafic de bois précieux à Madagascar.

Dès la disposition d'une copie de l'arrêté, WWF a réagi en envoyant une lettre le 23 février 2012, puis en rencontrant le Ministre Joseph Randriamiarisoa, le jeudi 8 mars 2012.

Les inquiétudes de WWF portent surtout sur les conséquences négatives potentielles, les limites du potentiel forestier actuel par rapport à la demande (bois énergie et bois précieux), les anomalies juridiques et les questions de communication et de transparence dans la promulgation de l'arrêté.

Le Ministre a tenu à remettre les clarifications par lettre, en mains propres durant cette entrevue. Dans sa réponse, il a insisté sur la légalité et l'utilité de l'arrêté. Il a aussi souligné le fait que le moment était propice pour désengorger la situation des bois en souffrance aux ports d'une part et que d'autre part, cette affaire, dont il prend personnellement la responsabilité, n'influence en aucun cas le processus d'assainissement des trafics de bois précieux engagé avec les partenaires techniques et financiers.

Décision du gouvernement de transition

Conscient du danger que pourrait représenter la mise en vigueur de ce texte, le conseil des Ministres du 14 Mars 2012 a, entre autres, procédé à l'annulation immédiate de l'arrêté proprement dit. Le Président de la Transition a en outre donné consigne pour qu'un comité restreint soit immédiatement mis en place pour suivre et contrôler l'exécution des dispositions du Décret 2010-141 sur le territoire national.

Il a également demandé que se tienne, incessamment, une réunion à cet effet organisée avec le Premier Ministre afin de déterminer de la suite à donner à cette affaire.



Programme Holistique de Conservation des Forêts

Des résultats encourageants, une 2^e phase en perspective

Le Programme Holistique de Conservation des Forêts entre dans la quatrième année de sa mise en œuvre. Le programme vise à réduire le taux de déforestation dans 500 000 ha de forêts des trois paysages d'intervention de WWF (Hautes Terres du Nord/COFAV/Bassin du Mandrare) tout en améliorant les conditions de vie des paysans dans ces zones.

Actuellement, une soixantaine de transferts de gestion ont permis aux populations locales de prendre leurs responsabilités dans la gestion de 200 000 ha de forêts. Pour conserver les forêts riches en biodiversité, sept nouvelles aires protégées sont en cours de création pour une surface totale de 350 000 ha.

Pour rétablir les fonctions écologiques des forêts, près de 35 000 ha de zones de restauration forestière, actives et passives, ont été mis en place. Par ailleurs, des efforts importants ont été déployés pour réduire la dépendance aux ressources forestières et améliorer les conditions de vie des paysans : une quinzaine de pratiques alternatives ont ainsi été diffusées, touchant quelques 25 600 ménages, avec un taux d'adoption moyen de 17%.

Parallèlement, la construction de quatre barrages hydro-agricoles permettra d'aménager 750 ha de surfaces cultivables additionnelles. 1 000 ha ont été reboisés pour assurer les besoins futurs en bois d'énergie et de construction des locaux.

Dans l'ensemble, les résultats sont satisfaisants ; toutefois, réalisant que beaucoup de travail reste à faire pour renforcer et pérenniser les acquis qui sont encore fragiles, Air France a décidé de continuer son appui à WWF et GoodPlanet pour une seconde phase à partir de janvier 2013. D'autres bailleurs pourraient aussi s'associer à Air France pour le financement de cette deuxième phase.

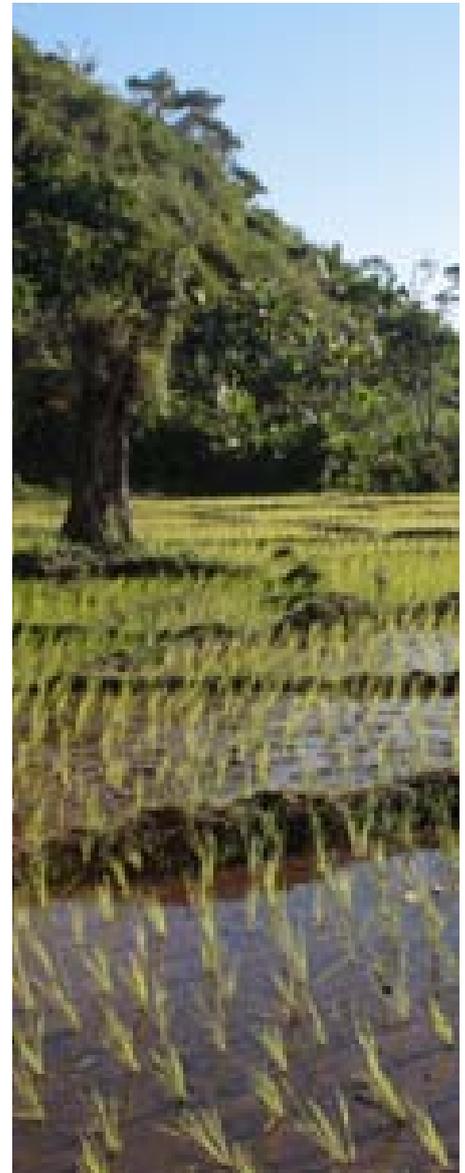
Plus de 60 emplois directs
Environ 5% du couvert forestier du pays
Des équations allométriques propres aux forêts malagasy développées

WWF à Taolagnaro: 3 000 plants ont été mis en terre

500 personnes étaient présentes au reboisement organisé par le bureau de WWF à Taolagnaro en présence du Ministre de l'Environnement et des Forêts, Joseph Randriamiarisoa le 11 février 2012 au camp pénal Ranomainty, Taolagnaro. Il s'agissait du lancement officiel de la campagne de reboisement au niveau du district.

Quelques 3 000 plants de huit espèces différentes ont ainsi été reboisés sur un terrain de 2 ha, qui fait partie des 65 ha de forêts incendiées en novembre 2011. Une quinzaine d'entités ainsi que les représentants de six communautés de base d'Ankodida ont participé à cette journée de reboisement.

Ces 3 000 plants ont été achetés à la pépinière d'Ambatovinaky, domaine de M. Maurice. Pionnier en matière de restauration dans sa région, il a été appuyé par l'association Croix du Sud. L'avancée de son travail en matière de restauration est telle que le ministre Joseph Randriamiarisoa et son équipe qui ont visité son domaine ont salué son succès. "Le travail de reboisement effectué par les villageois a beaucoup impressionné le ministère. La Direction Générale a d'ailleurs souhaité que WWF apporte son appui dans la mise à l'échelle de ce modèle réussi d'Ankodida au niveau national. Elle voudrait aussi que les fonds disponibles pour le reboisement soient dorénavant utilisés pour appuyer techniquement les communautés et associations désireuses de s'investir dans le reboisement dans toutes les régions", explique Tiana Ramahaleo, Coordinateur du Programme sur les Espèces et Sciences de la conservation, au sein de WWF.



© WWF MWTOPD



© WWF MWTOPD/Martina Lipuner



© WWF MWIOPO

OIO: La gestion de la pêche thonière exige une réforme

Les pêches thonières font face à une menace croissante à travers le monde, en raison de la surpêche et de l'absence de gestion efficace. Dans l'océan indien, des difficultés évidentes apparaissent dans la gestion efficace des stocks les plus susceptibles de migrations au niveau régional. Ainsi, des stocks de première importance semblent soit près de la limite d'utilisation (thon obèse) ou très proches de la surpêche (thon à nageoires jaunes).

La pêche aux thons dans la région de l'Océan Indien Occidental (OIO) représente environ 20% des captures de thons dans le monde. En conséquence, WWF MWIOPO suit attentivement les débats de la Commission des Thons de l'Océan Indien (CTOI) et se mobilise pour le lobbying auprès de l'Initiative Côte Est Africaine de WWF (CEAI).

A un niveau plus local, WWF MWIOPO s'est engagé à soutenir les Etats insulaires dans l'amélioration de leurs capacités en gestion durable et rentable des ressources thonières.

C'est ainsi que nous avons récemment co-organisé avec nos collègues d'Afrique de l'Est, plusieurs rencontres régionales réunissant les pays de la région de l'OIO ainsi que des organisations régionales, afin de faciliter les échanges et la coordination des enjeux de la gouvernance thonière et autres enjeux managériaux.

Plusieurs résolutions au niveau des actions régionales ont été prises, qui contribueront à améliorer la gestion du thon dans la région si elles sont implémentées de façon adéquate.

Une valorisation économique des ressources thonières dans la région, projet que nous avons travaillé en commission avec WWF CEAI, permettra également aux Etats de l'OIO d'avoir une bonne compréhension des dynamiques des pêches thonières dans la région en vue de futures négociations bilatérales ou régionales.

Certains pays de l'OIO font d'ores et déjà montre d'un engagement notable pour l'amélioration de la gestion du thon aux niveaux local et régional. Par exemple, les Maldives, qui sont récemment devenues membre de la CTOI, font déjà évaluer leur pêche au voilier et à la ligne en vue d'une éco-certification MSC.

C'est ainsi qu'ils s'engagent franchement dans la CTOI pour promouvoir des mesures de bonne gestion. Une délégation maldivienne a également visité WWF MWIOPO l'an passé pour un échange d'idées susceptibles de faire éclore les meilleures solutions pour les pêches thonières.

Ce genre de dynamisme joue un rôle important pour les mutations futures dans la gestion et la gouvernance thonière.

Lutte contre les trafics d'espèces: L'Androy se mobilise pour les tortues radiées

La tortue radiée a été au cœur d'un atelier de concertation organisée par le ministère de l'Environnement et des Forêts, qui s'est tenu en février 2012 à Ambovombe.

L'objectif était d'élaborer un plan d'action commun de toutes les parties prenantes afin de mettre un terme au trafic et braconnage de cette espèce et d'assurer des populations viables dans leur milieu naturel.

Un "Lilin-tany", rite de sacralisation par la terre, considérant la tortue comme tabou, sera instaurée. Les gendarmes de l'Androy, les autorités judiciaires ainsi que les membres de la société civile à unir leurs efforts pour lutter contre le trafic de ces espèces.

Un système d'informations sera établi pour permettre de détecter les infractions et de réagir rapidement et de démanteler ces réseaux.



© WWF MWIOPO

Gestion durable: Bois Énergie, une filière en voie de réglementation dans le Sud Ouest

L'atelier tenu à Tuléar le 19 Décembre 2011 marque le démarrage effectif du projet de WWF financé par la FAO dans le cadre du programme ACP/FLEGT, intitulé « Réglementation de la filière Bois Énergie dans le Sud Ouest de Madagascar ». Cet atelier a été co-organisé avec la Direction Régionale de l'Environnement et des Forêts de l'Atsimo Andrefana.

Ce projet vise à contribuer à l'instauration d'une gestion durable de la ressource Bois Énergie dans la région du Sud Ouest de Madagascar. L'objectif est de transformer la réglementation régionale de la filière Bois Énergie un système opérationnel et financièrement viable dans les communes en périphérie de l'axe RN9 et RN7.

Cet atelier a permis de faire connaître ce projet à une large échelle et à tous les acteurs concernés. La participation des acteurs locaux a été très marquée, notamment, celles des responsables communaux, des charbonniers, des collecteurs/transporteurs ainsi que les institutions étatiques présentes. Avant l'intervention du projet, l'activité Bois Énergie relevait d'une anarchie totale. Une désorganisation qui préoccupe ces acteurs, dont les propositions d'amélioration de la filière ont été assez importantes. Compte tenu des impacts économiques et environnementaux, ils souhaitent une filière fructueuse et organisée, tout en préservant les ressources ligneuses dans leurs terroirs. Un esprit d'appartenance et un droit d'usufruitier sur leurs ressources ont été perçus.

A part l'Administration Forestière, les communes ne faisant pas encore l'objet d'interventions ont sollicité que cette structure soit généralisée dans la région du Sud Ouest. Les décideurs, aussi bien au niveau central que régional sont ainsi conscients de la nécessité de mettre en place des actions pour la gestion durable des ressources forestière et pour un approvisionnement durable en Bois Énergie pour Tuléar.

Étude d'Impact Environnemental: Un guide pour les projets Agrocarburants est disponible

Grâce au partenariat entre l'Office National de l'Environnement et WWF dans le cadre du projet "Promotion de la production durable d'agrocarburant" financé par le PNUD, un Guide pour la réalisation des EIE des projets Agrocarburants a été développé et présenté en décembre 2011. Ce guide s'est inspiré des meilleures pratiques et standards reconnus à l'échelle internationale en matière d'agrocarburant et a été élaboré en prenant soin de cadrer dans les exigences légales, réglementaires et administratives en vigueur sur le territoire national.

Ce guide permettra une meilleure compréhension des enjeux environnementaux et sociaux des agrocarburants et aidera les acteurs de ce secteur à en tenir compte, dans la mise en œuvre de leurs projets d'investissements. "En se conformant à ce guide, les promoteurs visant l'exportation, feront un pas important pour l'accès aux marchés et aux financements compte tenu de la tendance générale à la certification en matière de durabilité. Pour les produits destinés au marché national, c'est autant de pratiques incontournables pour un développement gagnant – gagnant à tout point de vue de la filière", souligne Nanie Ratsifandrihamanana, Directrice de la Conservation de WWF MWIOPO.

En 2010, WWF a proposé un scénario mondial pour un approvisionnement en énergie à 100% renouvelable d'ici 2050. Ce scénario préconise l'utilisation des agrocarburants comme étant l'une de ces énergies vertes mais pose une importante condition : leur production doit respecter des règles du développement durable : préserver l'environnement, conduire à un développement social et contribuer au développement économique. Pour réaliser ce scénario et cette condition, WWF agit au niveau global et au niveau national.



© WWF MWIOPO

Éditeurs:

- Didier Fourgon
- Jeanneney Rabearivony
- Malika Virah-Sawmy
- Maminaiaina Rasamoelina
- Manantsoa Andriantahina
- Martina Lippuner
- Mialisoa Randriamampianina
- Ndranto Razakamanarina
- Rick Hughes
- Rina Andrianarivony
- Tiana Ramahaleo
- Valencia Ranarivelo

Traductions:

- Helen Doherty
- Hye-Yeon Jang
- Pierre Loty
- Rojotiana Ratovona

Contacts:

WWF MWIOPO
Près lot II M 85 ter Antsakaviro,
101 Antananarivo
tél: +261 20 22 348 85
tél: +261 34 49 888 04
e-mail: wwfrep@moov.mg
site internet: www.wwf.mg

Hautes Terres du Nord: Pour une gestion durable des écosystèmes

Les “Hautes Terres du Nord”, définies par WWF MWIOPO comme paysage prioritaire, comprennent les réserves d’Anjanaharibe-Sud et de Manongarivo, les parcs nationaux de Marojejy et de Tsaratanana, le corridor Betaolana et les forêts reliant Tsaratanana-Aambohimirahavavy ainsi que la nouvelle aire protégée de Bemanevika. Couvrant 2 262 000 ha, ce paysage est l’un des dix plus grands blocs forestiers de Madagascar. Il est connu pour sa diversité d’habitats, formant un réservoir pour l’évolution génétique, sa richesse exceptionnelle en faune et en flore, sa forte capacité de résilience et ses réseaux hydrographiques qui approvisionnent aussi bien le flanc oriental qu’occidental de la zone.

La vision de WWF pour ces “Hautes Terres du Nord” est de maintenir l’intégrité écologique et biologique du paysage. Cela se fera par une cohérence entre la mise en œuvre des plans d’aménagement et la gestion participative des différentes entités impliquées. Cela exigera aussi la nécessité d’amener les communautés locales qui vont gérer et co-gérer ces ressources de manière durable, d’une économie de subsistance à une économie de marché. Entre 2012-2016, WWF voudrait avoir une compréhension/connaissance solide, aussi bien sur le plan écologique que socio-économique, des priorités de gestion avec des objectifs, stratégies et programme de suivi aussi réalistes que nécessaires. Ce, en vue d’une gestion efficace du paysage et du développement durable de la zone.

A long terme, le profil désiré en 2025 consiste en:

1. la préservation de l’intégrité physique et écologique du massif forestier;
2. la cohérence et la coordination des interventions de toutes les parties prenantes dans le paysage, dans le sens d’une vision commune;
3. la cohérence entre les aménagements spatiaux, la vision de la conservation et du développement durable du paysage;
4. l’évolution de la majorité des communautés gestionnaires du paysage d’une économie de subsistance à une économie de marché;
5. l’accès des partenaires à une base de données aussi bien scientifique que socio-économique pour le paysage, mise à jour régulièrement et utilisée dans la gestion du paysage;
6. l’avancée significatives des connaissances sur la biodiversité du paysage et la contribution de celles-ci au renforcement du processus écologique plus naturel.

Clôture de l’AIF: Discussions autour de la gestion des forêts

L’Année Internationale de la Forêt a été clôturée par une conférence-débat organisée au Café de la gare le 28 décembre 2011, avec la participation de Fara Lala Razafy, Leader Écorégional Ala Atsinana de WWF, Lydie Raharimaniraka directrice de la valorisation des ressources naturelles du Ministère de l’Environnement et des Forêts, Gérard Rambeloarisoa, Business Development manager de Mada Woodlands et enfin, Andry Andriamanga, Coordinateur National d’Alliance Voahary Gasy.

Cette rencontre a été l’occasion d’inviter le public à réagir sur certains aspects de la conservation forestière, notamment la gestion et la gouvernance forestières, la politique et la certification forestière. “Madagascar détient aujourd’hui quelques 12 millions ha de forêts. Même si le taux de déforestation est à la baisse, il n’en reste pas moins élevé. Ce constat nous amène à appuyer, d’une manière stratégique, la gestion des forêts et des ressources forestières, notamment à travers les transferts des gestions vers les communautés de base” comme le souligne Fara Lala Razafy, au cours des débats. Pour l’ensemble de Madagascar, la gestion de 1 200 000 ha de forêts a été transférée aux communautés de base, dont un peu moins de 500 000 ha effectués sous les auspices de WWF. « En règlementant les accès aux forêts et aux prélèvements des ressources forestières, nous rendons ces forêts plus productives. Nous acceptons que ces forêts ne peuvent nous donner que ce qu’elles peuvent », rappelle Fara Lala Razafy.

Transfert de gestion: L'État renouvelle sa confiance aux Coba de Vondrozo

Les Communautés de Base de Madiorano, d'Andasibe, d'Antevongo, de Mazavalalana, d'Ankazomaneno et d'Antesojo du district de Vondrozo ont renouvelé leur contrat de gestion forestière avec l'Etat, en décembre 2011. Un renouvellement qui reconduit leurs engagements pour une décennie.

“Les agents de la Direction Régionale des Forêts sont venus évaluer leurs manières de gérer les ressources naturelles mises sous leur responsabilité et ont été satisfaits des résultats”, explique Bastian Tsiverimanana, socio-organisateur de WWF qui accompagne ces communautés de base dans leur travail.

“L'évaluation des communautés de base porte sur plusieurs points dont, entre autres, le respect des cahiers de charges, l'existence et l'application d'un plan d'aménagement, ainsi que d'un dina ou convention collective servant au règlement d'éventuels conflits villageois.

Ces points techniques servent de repères mais c'est surtout en voyant les changements apportés par ces transferts de gestion dans la vie et la mentalité des paysans qui sont importants”, souligne Bastian Tsiverimanana.

Vondrozo est situé à 82 km de Farafangana. Ce chef-lieu de district qui compte 95 000 âmes dans 16 communes rurales est au cœur d'un corridor forestier du Sud-Est : le corridor Fandriana-Vondrozo. Le corridor entier s'étend sur 499 600 ha étendus sur une bande 400 km de long et 5 à 10 km de large, celui de Vondrozo est long de 70 km.

Pour ces paysans du Sud Est malgache, intimement dépendants de la forêt dans leurs quotidiens, ce renouvellement va au-delà d'une marque de confiance : “C'est le réconfort de pouvoir montrer aux jeunes générations la démarche la plus sage pour assurer leur avenir”, comme le confie Jean-François, paysan de Madiorano.

Derrière cette confiance se construit toute une vie et toute une manière d'être que les communautés de base dont Jean-François fait partie, ont adopté au fil du temps : “La forêt sert aux hommes, les hommes protègent la forêt”.

Le système des transferts de gestion permet aux villageois de s'épanouir dans leurs communautés : “Grâce à ce système, ils peuvent s'investir dans de nouvelles activités sans constamment avoir recours aux forêts mais tout en gardant avec celles-ci un rapport sain, sans forme d'exploitation abusive”, explique le chef de district de Vondrozo.

Le corridor forestier de Vondrozo est aussi un vivier de la biodiversité de Vondrozo. Pont biologique entre les aires protégées, environ 65 familles de plantes, sept espèces de lémuriers, une soixantaine d'espèces d'oiseaux dont la plupart sont endémiques y sont répertoriées.



Changement Climatique: Les principaux engagements de la COP 17

La 17^{ème} conférence des parties de la Convention Cadre des Nations Unies contre le Changement Climatique (COP 17) s'est tenue à Durban du 28 au 11 décembre 2011. Cette réunion internationale a relancé les réflexions et les décisions communes pour limiter le changement climatique et faire face à ses impacts qui seront inévitables.

Les parties de la Cop17 se sont engagées dans un processus qui aboutira à l'adoption en 2015 (CoP21) d'un accord légalement contraignant, englobant toutes les parties y compris les Etats-Unis, et qui sera effectif en 2020. Un nouveau groupe de travail ad hoc a été mis en place pour mener ce processus. Les pays touchés par le protocole de Kyoto se sont mis d'accord pour une 2^{ème} phase d'engagement à partir de 2013 pour 5 ou 8 ans. Les pays intéressés au traité ont été invités à soumettre leurs objectifs de réduction des émissions en mai 2012.

Malgré tout, plusieurs décisions techniques initiées à Cancun, ont été honorées. Entre autres, l'adoption des modalités et de formulation du Plan National d'Adaptation dont l'élaboration et la mise en œuvre seront financées entre autres, par le Fonds pour les Pays les Moins Avancés (LDCF). On citera aussi la mise en place du Fond Verts du climat qui sera fonctionnel à partir de fin 2012. La Corée, l'Allemagne et le Danemark se sont engagés à supporter les coûts de démarrage du fonds. Sur le financement à long terme, aucune décision sur les sources des 100 milliards USD n'a été adoptée.

Quelles sont les principales réponses de Madagascar ?

Madagascar a été évalué par un bureau de consultance international comme le 3^{ème} pays le plus vulnérable au monde après Bengladesh et l'Inde. En 2010, Madagascar a élaboré sa Politique Nationale de Lutte contre le Changement Climatique.

Actions Nationales d'Atténuations Appropriées (ANAA) : Madagascar a soumis à la convention en 2010 la liste des actions d'atténuations appropriées à sa situation socio-économique. Les actions considérées sont réparties dans les secteurs énergie, foresterie, énergie/déchets, agriculture et transport.

Plan d'action : grâce au financement du LDCF, Madagascar a élaboré en 2006 son programme d'action national en adaptation afin d'identifier les actions prioritaires exigeant un financement immédiat. Jusqu'à maintenant le PANA n'a pas encore eu de financement pour sa mise en œuvre. Les décisions de Durban encouragent les pays à élaborer leur Plan National d'Adaptation (PNA) qui stipule les actions d'adaptation à moyen et à long terme. L'élaboration et la mise en œuvre du PNA des pays les moins avancés sont privilégiés pour les financements du LDCF.

Agriculture : Le secteur agricole malgache dispose, depuis 2010, d'une stratégie nationale d'adaptation. Plusieurs initiatives d'adaptation visant à renforcer la résilience des cultures ont déjà été entreprises, plaçant Madagascar comme un meneur dans ce domaine. Les réflexions s'orientent davantage vers la promotion du « smart agriculture » pour une meilleure cohérence et synergie des actions d'atténuation et d'adaptation.

REDD+ : Madagascar a développé en 2010 sa proposition de mesures pour l'état de préparation de Madagascar (R-PP), un document qui relate le processus pour l'élaboration de la stratégie nationale REDD. Le R-PP a été alimenté par les expériences tirées de cinq projets de démonstrations REDD+ . Le type de financement privilégié et promu par les projets REDD jusqu'à maintenant est basé sur le marché du carbone. La faisabilité d'autres types de financement, selon le contexte de Madagascar, nécessite encore des réflexions approfondies.



Earth Hour 2012: Le “Fatana Mitsitsy” à l’honneur

Le “Fatana Mitsitsy”, foyer économique, a été à l’honneur pour la célébration d’Earth Hour 2012, à Madagascar. Une nouveauté qui se marie intelligemment avec les réalités malgaches : 80% des besoins en énergie domestique sont fournis par le Bois Énergie, le charbon en particulier. L’approvisionnement en Bois Énergie est responsable de 90% des prélèvements de combustibles ligneux de nos forêts.

En généralisant le recours aux “Fatana Mitsitsy” pour la majorité des Malgaches qui ne peuvent pas se permettre d’utiliser le gaz au quotidien, il est possible de réaliser une réduction significative de la consommation de charbon et par conséquent, la déforestation.

Ainsi, WWF et ses partenaires ont organisé à l’occasion d’Earth Hour 2012 une Vitrine aux “Fatana Mitsitsy”, les 30 et 31 mars 2012 à l’Esplanade Analakely. Le but était démontrer aux usagers l’économie significative de charbon de bois – jusqu’à 65% par rapport aux foyers classiques, en utilisant à bon escient un Fatana Mitsitsy.

Cette Vitrine a été l’occasion de valoriser les foyers économiques certifiés en laboratoire, dont l’efficacité en termes d’économie d’énergie est techniquement et scientifiquement prouvée. Plus de 600 ventes et un millier de commandes ont été enregistrées pendant ces deux jours, prouvant l’intérêt des visiteurs.

Earth Hour se déroule chaque dernier samedi du mois de mars et mobilise quelques 4 000 villes de 192 pays. Ces grandes villes participent pendant une heure à une extinction commune des feux et leurs citoyens, au débranchement des appareils non essentiels, un geste symbolique pour marquer l’adhésion à une cause commune : réduire la surconsommation d’énergie dans le monde, par des gestes simples et rapides.

Pour Madagascar, les villes d’Antananarivo et de Toliara ont participé à cette action commune en éteignant les lumières des bâtiments symboliques et/ou historiques pendant une heure. Pour la capitale, l’Hôtel de Ville, le palais de Manjakamiadana, le stade municipal et le palais des sports et de la culture de Mahamasina, le grand hall de la gare de Soarano ont éteint symboliquement leurs lumières. Des restaurants se sont aussi prêtés à cette sensibilisation commune en organisant, le temps de la campagne, un dîner aux chandelles.

Joignez-vous à nous!

Une année scolaire verte

Earth Hour est une action symbolique. Le véritable défi est de maintenir cette action dans la durée, les collégiens et lycéens d’Antananarivo et de Toliara relèvent ce challenge avec l’appui de WWF : leurs écoles participent à un grand projet de reboisement qui s’étendra jusqu’en 2013.

Les responsables d’écoles ainsi que les instituteurs sont aussi formés par WWF pour accompagner les élèves à la création et à l’entretien de pépinières dès ce mars 2012. Tout au long de l’année, ils prendront soin des graines et des plants à leur disposition pour pouvoir, en 2013, participer à un grand reboisement.

A travers ce projet de reboisement, c’est un message fort d’adhésion et de contribution que les élèves et les écoles partagent à leurs communautés respectives : reboiser n’est pas une action symbolique, c’est un engagement dans le temps et dans l’espace auquel l’on doit s’atteler dès les premières années.

Pour ce projet-ci, notre objectif est d’atteindre dix arbres plantés par enfant.



© WWF/MWIOPO



© WWF/MWIOPO/Ralf Bräcker



© WWF MWIOTOPO

Interview: Réduire sa consommation de charbon avec un foyer économique

Holy Randriamampianina, mère de famille, utilise le “Fatana Mitsitsy” pour la cuisson.

Un “fatana” qui permet d’économiser sensiblement la consommation quotidienne de charbon.

WWF : Vous utilisez le Fatana Mitsitsy depuis combien d’années ? Quelles sont vos impressions sur les foyers économiques ?

J’utilise le “Fatana mitsitsy” depuis toujours. Je l’utilise en même temps que la gazinière, pour la cuisson du repas familial. Le “Fatana Mitsitsy” allège vraiment le budget que nous devons allouer à nos dépenses quotidiennes pour la cuisine.

Avec un foyer économique, j’utilise le quart du charbon de bois que l’on utilise avec un foyer classique. Au lieu d’acheter deux sacs de charbon mensuels, j’en achète un seul : c’est une réduction sensible et visible. Des économies sont toujours très appréciées !

Quelles suggestions auriez-vous à proposer, en tant qu’utilisatrice ?

Les “Fatana mitsitsy” ont des qualités très disparates. Il m’est arrivé d’acheter des “fatana” qui n’ont pas duré plus de trois mois, qui se cassent très facilement et qui ne réalisent qu’une économie relative de charbons de bois.

Ma suggestion serait que nous arrivions à uniformiser la technique du foyer économique pour que les mères de famille comme moi puissent choisir facilement le bon fatana.

Vous utilisez également d’autres combustibles que le charbon de bois pour la cuisson ?

Oui, j’utilise aussi le charbon propre, comme on dit. Ce combustible est fabriqué à partir de bouses de vache, mais il n’y en a pas beaucoup en ville. En fait, l’utilisation de ces combustibles comme les briquettes et les balles de riz est aussi très économique et très pratique. Ils rendent les foyers économiques encore plus efficaces : moins de charbon pour un même temps de cuisson et une même qualité de cuisson.

L’utilisation du Fatana mitsitsy relève-t-elle plus un souci économique qu’un souci environnemental ?

Je ne crois pas que ces deux points sont forcément différents. Se soucier de ses dépenses, c’est aussi vivre d’une manière rationnelle. Vivre d’une manière rationnelle, c’est se soucier du devenir de notre terre et de nos familles.

Certaines dépenses énergétiques sont encore obligatoires pour beaucoup d’entre nous : le carburant et l’électricité en sont des exemples. Mais certaines dépenses peuvent être mieux pensées.

En utilisant ces foyers économiques, j’apprends aussi à mes enfants à avoir une vision terre-à-terre de l’économie d’énergie au quotidien.



© WWF MWIOTOPO

Malika Virah-Sawmy: “Travailler pour WWF est le point stratégique d’une passionnante histoire d’amour avec la conservation”

Depuis mon plus jeune âge, je passais la plupart de mon temps parmi les arbres et avec les animaux. Je n’avais alors jamais entendu parler de conservation jusqu’au jour où, lorsque j’avais 16 ans, en me promenant parmi les buissons des gorges de l’île Maurice, j’ai croisé un groupe de jeunes volontaires Anglais. Ils étaient sur la trace de quelque chose qui semblait passionnant. Je les ai suivis dans cette quête qui a orienté ma vie. “Nous recherchons des pigeons roses”, me dirent les volontaires.

Je n’osais pas leur dire ce que j’avais appris à l’école, que tous les oiseaux indigènes avaient disparu, de peur de mettre fin à l’excitation et à l’anticipation. Bien que de nombreuses espèces aient effectivement disparu, j’ai aussi découvert que plusieurs autres étaient sur le point de disparaître lorsque nous découvriâmes un couple de pigeons roses roucoulant tendrement.

Plus tard, j’ai eu l’opportunité de travailler dans des stations forestières. Je pouvais apprécier la nature tout en œuvrant pour la Conservation.

Avide de connaissances, je suis ensuite allée travailler dans le cadre de la conservation en Nouvelle- Zélande et aux Seychelles durant une année. J’y ai reçu la bourse d’études Chevening, ciblant les jeunes talents ayant déjà une carrière. Cela m’a permis de poursuivre ma formation en Conservation à Oxford.

Comme toujours dans ma vie, une chose me conduisait à une autre. Ainsi, durant mes études à Oxford, j’ai obtenu une autre bourse de Conservation, de Rufford cette fois-ci, pour effectuer des recherches en Conservation à Madagascar. Cela m’a conduit à mon doctorat sur l’écologie à long terme des forêts littorales.

Travailler pour WWF Madagascar a été le point stratégique d’une longue et passionnante histoire d’amour avec la conservation. Les défis sont de taille à Madagascar et le parcours est difficile. Etant Coordinatrice du Programme Terrestre, je me suis assurée que les étapes importantes ont été menées dans la bonne direction.

Il est important de prendre le temps de connaître ce que l’on préserve, d’en identifier les enjeux et les opportunités, de refléter régulièrement sur le comment, le quoi et pourquoi des activités que nous menons, de rester critique afin de réussir face aux défis présents, au manque de ressources et de conditions favorables.





© WWF/MWFOFO/Parkeer

Takhtajania perrieri

Takhtajania perrieri est un petit arbre de 6 à 9 m qui fait partie des plus vieilles familles des plantes à fleurs (Angiospermes), connues sous le nom des Winteraceae. C'est un arbre qui n'a pas beaucoup de branches. Ses feuilles sont simples, alternes, persistantes, obovoïdes et entières. Elles ont une saveur brûlante et une forte odeur aromatique. Les fleurs du *Takhtajania perrieri* sont petites et rouges foncées. Ses pétales ont des marges étroites et blanches. Elle possède 12 étamines, son ovaire est uniloculaire à deux carpelles ouvertes et soudées.

Le *Takhtajania perrieri* porte ses fruits en janvier. Des fruits rouges, ovoïdes, et mesurant environ 1 cm de diamètre. Les graines de *Takhtajania* sont très fragiles, d'un type morphologique particulier et facilement périssable. Elles ne peuvent être transportées ni par le vent, les oiseaux, les animaux, ni par les courants marins. Dans la forêt d'Anjanaharibe-Sud, cette plante ne pousse que sur un sol riche en humus, au-dessus de 1 100 m d'altitude sur des crêtes et au sommet des pentes raides. Aujourd'hui, on estime que sa population totale est à 18 500 individus.

De Perrier à Takhtajan

Les deux spécimens de cette plante ont été récoltés en 1909 par Henri Perrier de la Bâthie à Manongarivo à 1 700 m d'altitude. En 1963, elle fut d'abord classée dans la famille des Winteraceae et baptisée *Bubbia perrieri*, en hommage à Perrier de la Bâthie.

Mais quelques années plus tard, deux autres botanistes, Baranova et Leroy ont révisé cette classification en précisant l'appartenance de cette plante à un autre taxon et en la rebaptisant *Takhtajania*, en hommage au systématicien arménien appelé Armen Takhtajan.

Depuis les années 1970, plusieurs botanistes ont tenté de retrouver cette plante dans la région de Manongarivo, en vain. Ce n'est qu'en 1994 que la plante sera redécouverte, à Anjanaharibe-Sud, puis en 2000, dans la péninsule de Masoala.

Nouvelles opportunités

FISONG 2012 : Un modèle innovant de gestion concertée et de développement, intégrant les migrants sans terres dans le système de gestion traditionnelle

Donateur: AFD

Durée: 3 ans

Statut: Concept présenté

Mise en place d'une gestion concertée et durable et un modèle de planification en vue de maîtriser le hatsake par un système de gouvernance de la collectivité en tenant compte de la dynamique de la migration et de l'amélioration des pratiques agricoles.

Accès à l'eau: pour la biodiversité et le bien-être de la population du plateau de Mahafaly

Donateur: CRDI (Centre de Recherches pour le Développement International)

Durée: 3 ans

Statut: Concept présenté

Le projet vise à identifier les ressources, les besoins et les pratiques des personnes vivant autour du plateau Mahafaly en matière d'eau potable. Sur la base de ces études, des techniques et des méthodes de gestion pour améliorer l'accès durable à l'eau pour ces populations seront définies et mises en œuvre. Le projet a la finalité de confirmer que l'accès amélioré à l'eau limite la pression anthropologique sur l'environnement.

Turn Coal to Gold : une couverture de 100% des foyers améliorés

Donateur: WWF Suisse

Durée: 3 ans

Statut: Concept présenté

La déforestation alarmante dans le Sud Ouest de Madagascar causée par l'exploitation de ressources forestières liées aux besoins en bois énergie continue. Aussi, ce projet s'attaque à la réduction urgente de la consommation de bois de chauffe à Toliara, région où l'utilisation des foyers économes est encore trop faible, grâce à la généralisation de l'économie d'énergie dans les ménages.

Nouveaux projets

“Capitalisation et méthodologie d’intervention décentralisée à Madagascar pour la prévention et la gestion des conflits liées aux exploitations minières artisanales, impliquant les aires protégées et les écosystèmes critiques”

Date de début: Février 2012

Date prévue de fin : Juin 2012

Donateur: Banque mondiale par l’intermédiaire du PGRM

Résumé: La ruée vers les exploitations minières artisanales crée l’urgence d’un plan d’intervention décentralisée, dans le contexte de Madagascar. Ce projet puisera dans l’expérience du programme PGRM sur les conflits liés aux exploitations minières artisanales et impliquant les aires protégées ainsi que sur la prévention et la gestion de ce phénomène. Les leçons apprises seront ainsi évaluées et analysées afin de créer un outil de gestion du projet Rush qui comprend une méthodologie consolidée pour les interventions décentralisées afin de traiter et gérer efficacement la multiplication de ces exploitations minières artisanales à l’intérieur et dans les limites des aires protégées à Madagascar.

Faites connaissance avec nos correcteurs/traducteurs

Avec la productivité grandissante du Département Communication, il était temps pour nous de trouver de nouvelles solutions novatrices pour que nos textes, que ce soit en Anglais ou en Français, soient à un niveau élevé. Grâce à l’aide du Programme des Volontaires du WWF International, Explore !, nous avons trouvé nos précieux trois correcteurs/traducteurs qui vivent dans trois coins différents du monde. Ils peuvent faire de la vraie magie en un rien de temps. Cela fait plus d’un an maintenant qu’ils ont investi d’innombrables heures dans la traduction de fiches et livrets, qu’ils font la relecture des communiqués de presse et qu’ils aident aussi dans “Newsbites” que vous lisez en ce moment. Il est temps de leur dire merci - Vous êtes superbes et nous apprécions beaucoup vos contributions à nos efforts de conservation!

Mon nom est **Hye-Yeon Jang** et je fais du bénévolat pour MWIOPO pour aider les gens du monde entier à s’engager et leur donner l’inspiration sur les questions environnementales en communiquant les réussites de Madagascar. Je suis âgée de 24 ans et je viens de la Nouvelle-Écosse (Canada) où je poursuis des études de médecine vétérinaire au Atlantic Veterinary College à l’Île du Prince Édouard. Depuis que je fais ce travail de volontariat pour MWIOPO, j’ai beaucoup appris sur la biodiversité incroyable de Madagascar et les histoires de la population locale qui sont source d’inspiration!



© WWF MWIOPO/Hye-Yeon Jang

Je m’appelle **Helen Doherty**. Je viens du Royaume-Uni, j’ai 25 ans et j’étudie l’éducation et les langues modernes. J’ai toujours été très intéressée par la conservation et l’environnement, et je suis fascinée par Madagascar, et sa riche biodiversité. La possibilité d’agir comme correcteur et traducteur pour MWIOPO semblait être le moyen idéal d’intégrer mon amour de la conservation, et mon intérêt pour le développement durable, à l’utilisation de mes compétences linguistiques. J’apprécie vraiment donner un coup de main, et je suis toujours avide d’apprendre de nouvelles choses comme par exemple ce qu’est un zébu! J’ai aussi appris beaucoup de mots malgaches intéressants que je ne pouvais pas traduire!



© WWF MWIOPO/Helen Doherty

Je suis **Loty Pierre Jean-Daniel**. Je suis camerounais et suis âgé de 31 ans. J’ai étudié la démographie. Mon travail au WWF MWIOPO est une excellente occasion pour moi d’exprimer mon engagement à traiter de façon responsable notre maison globale. C’est aussi une occasion pour moi de développer mes compétences en relecture. J’ai appris combien il faut pour soutenir les objectifs de conservation: compétences en communication afin de sensibiliser et de donner des feedbacks, planification et suivi, collecte de fonds, travail sur terrain et, bien sûr, traduction. Il est merveilleux de constater que la conservation implique autant de compétences en dehors de la conservation elle-même. Mon travail de bénévolat pour le WWF m’aide à réaliser mes rêves.



© WWF MWIOPO/Pierre Loty

WWF MWIOPPO EN CHIFFRES

11

11 bureaux à Madagascar

+200

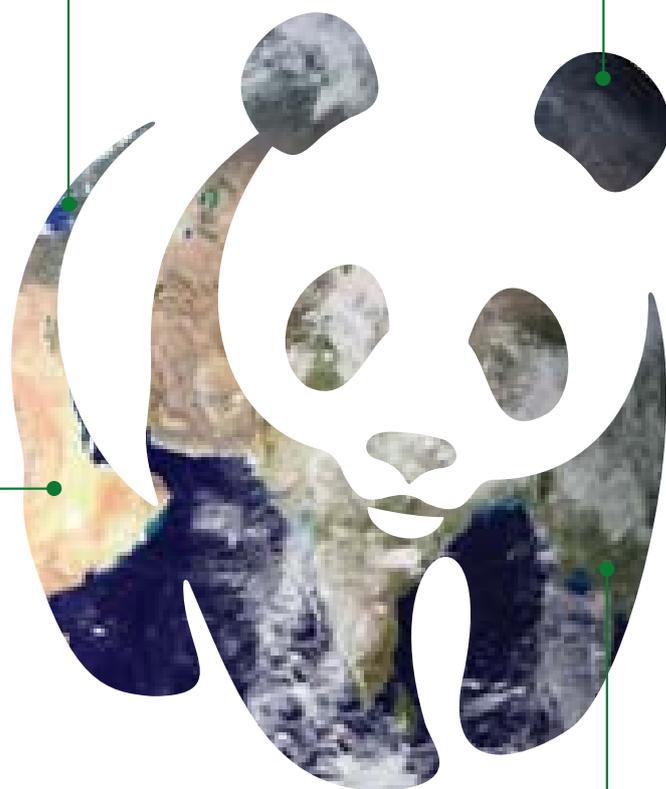
Plus de 200 employés à Madagascar

1963

WWF MWIOPPO a débuté ses activités en 1963

+30

Plus de 30 projets à Madagascar et dans l'Océan Indien Occidental



© NASA



Notre raison d'être.

Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature

www.wwf.mg

© 1986 Panda Symbol WWF - World Wide Fund For Nature (also known as World Wildlife Fund)

® "WWF" est une marque enregistrée de WWF

WWF MWIOPPO, Près lot II M 85 Ter Antsakaviro

B.P. 738, 101 Antananarivo

Tél: +261 20 22 348 85/+261 20 22 304 20

Tél: +261 34 49 888 05/+261 34 49 888 06

Fax: +261 20 22 348 88

E-mail: wwfrep@moov.mg

Site internet: www.wwf.mg